

# En Grèce, condamnation de l'ancien chef des statistiques, qui avait maquillé les chiffres du déficit public

 [abonnes.lemonde.fr/europe/article/2017/08/01/grece-la-justice-condamne-l-ancien-chef-des-statistiques\\_5167573\\_3214.html](https://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2017/08/01/grece-la-justice-condamne-l-ancien-chef-des-statistiques_5167573_3214.html)

Andréas Georgiou est accusé d'avoir grossi les chiffres du déficit et de la dette publique pour l'année 2009.

Andréas Georgiou, ancien chef de l'office des statistiques grecques, Elstat, au cœur de la saga des faux chiffres du déficit public au début de la crise de la dette, a été condamné, mardi 1<sup>er</sup> août, à deux ans de prison avec sursis. Le tribunal correctionnel d'Athènes l'a jugé coupable de « *manquement au devoir* », selon une source judiciaire.

Cet ancien membre du Fonds monétaire international était poursuivi pour s'être entendu avec Eurostat (l'office européen de statistiques, dépendant de la Commission) afin de grossir les chiffres du déficit et de la dette publique grecs pour l'année 2009. Le but supposé : faciliter la mise sous tutelle financière du pays, avec le déclenchement, en 2010, du premier plan d'aide internationale à la Grèce – on en est au troisième, depuis août 2015.

Pendant le mandat d'Andréas Georgiou à Elstat (2010 à 2015), le déficit public a été revu à la hausse passant de 13,6 % du PIB à 15,4 % et la dette de 115,1 % à 126,8 %. Il s'est défendu en assurant qu'il s'agissait des chiffres réels, dans la mesure où Elstat, dans le passé, sous-évaluait systématiquement le déficit public pour dissimuler la situation économique du pays. Mais sur ce volet, la justice a estimé, à l'issue de l'instruction, qu'il n'y avait pas d'éléments suffisants pour justifier son renvoi devant l'audience. Un procureur de la Cour de cassation a toutefois récemment demandé le réexamen de l'affaire. Les avocats d'Andréas Georgiou ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils feraient appel de ce jugement.

## « Des données fiables »

En 2016, Andréas Georgiou avait été publiquement défendu par Marianne Thyssen, commissaire européenne aux affaires sociales, qui a assuré que « *les données sur la dette grecque pour la période de 2010 à 2015 ont été fiables et communiquées avec exactitude* ». Interviewé par le *Financial Times* en août 2016, M. Georgiou déplorait :

« *On marche sur la tête. Ceux qui ont produit des statistiques ayant maintes fois été validées par les instances internationales sont poursuivis, alors qu'on laisse tranquille ceux qui sont responsables des chiffres falsifiés dans le passé.* »

En 2009, la révélation par le premier ministre socialiste Georges Papandréou que le déficit public grec était en réalité de 12,7 % du produit intérieur brut (PIB), et pas de 6 %, comme l'affirmait son prédécesseur conservateur, avait précipité le pays dans la tourmente financière.